

Orthology Photography Fiction Fishing
Christianity Art Cooking Essays
Buddhism Freemasonry Medicine Biology
Music Ancient Egypt Evolution
Carpentry Physics Dance Geology
Mathematics Fitness Shakespeare
Finance Yoga Marketing Confidence
Immortality Biographies Poetry
Psychology Witchcraft Electronics
Chemistry History Law Accounting
Philosophy Anthropology Alchemy Drama
Quantum Mechanics Atheism Sexuality
Mental Health Ancient History Crime
Entrepreneurship Language Sport
Paleontology Neuroscience Islam
Metaphysics Investment Archaeology

Forgotten Books

— www.forgottenbooks.com —

Copyright © 2016 FB &c Ltd.

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, distributed, or transmitted in any form or by any means, including photocopying, recording, or other electronic or mechanical methods, without the prior written permission of the publisher, except in the case of brief quotations embodied in critical reviews and certain other noncommercial uses permitted by copyright law.

Règlements Revisés
du
Barreau de la Province de Québec.

Adoptés le 14 décembre, 1907

par
Le Conseil Général.

Revised By-Laws
of the
Bar of the Province of Quebec.

Passed the 14th, December 1907

by
The General Council.

Règlements Révisés du Barreau

DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Adoptés par le Conseil général le 14 décembre 1907.

SECTION I.

ASSEMBLÉES DU CONSEIL GÉNÉRAL

ART. 1—Les assemblées du Conseil Général ont lieu aux jour, heure et lieu indiqués dans l'avis de convocation.

ART. 2—La convocation se fait par lettre adressée huit jours d'avance à chacun des membres du Conseil par le secrétaire-trésorier ou, en son absence ou incapacité d'agir, par son assistant, ou par le bâtonnier général, ou enfin par cinq membres du Conseil lorsque le secrétaire et le bâtonnier général auront retardé de le faire plus de huit jours après en avoir été requis par écrit par cinq membres du Conseil.

ART. 3—L'avis de convocation contient, autant que possible, l'ordre du jour. L'avis pour les assemblées spéciales contient le but particulier de l'assemblée ; et il n'est considéré aucune autre affaire à telle assemblée spéciale, à moins que les deux tiers des membres du dit Conseil Général ne soient présents et n'en décident autrement à l'unanimité.

ART. 4—Les assemblées, en général, ont lieu dans la salle du conseil de section ; néanmoins, après avoir été ouverte, l'assemblée peut-être ajournée à un autre endroit du dit chef-lieu ; elle peut aussi s'ajourner d'une ville à l'autre.

SECTION II.

DISCIPLINE DU BARREAU.

ART. 5—Sont déclarés incompatibles avec l'exercice de la profession d'avocat : 1. La médecine, le notariat, l'arpen-

Revised By-Laws of the Bar

OF THE

PROVINCE OF QUEBEC.

Passed by the General Council, the 14th. December, 1907

SECTION I.

MEETINGS OF THE GENERAL COUNCIL.

ART. 1—The meetings of the General Council take place on the day and at the hour and place stated in the notice by which they are called.

ART. 2—They are called by a written notice, addressed eight days before the day of the meeting, to each member of the Council by the secretary-treasurer of the General Council, or, during his absence or inability to act, by his assistant, or by the Batonnier of the Province, or, finally, by five members of the Council, whenever the secretary and Batonnier of the Province shall have failed to do so for eight days following a written request by five members of the Council to call such meeting.

ART. 3—The notice shall specify, as far as possible, the order of the day. Notices for special meetings shall state the special object of the meeting; and no other business shall be transacted at such a special meeting, unless there be present two thirds at least of the members of the Council and they agree unanimously to do so.

ART. 4—Meetings of the Council are, as a rule, held in the Council Chamber of the section; but when opened, they may be adjourned to some other place in the *Chef-lieu*, or from one town to another.

SECTION II.

DISCIPLINE OF THE BAR.

ART. 5—The following avocations are declared to be incompatible with the exercise of the profession: 1. The

tage ; 2. Toute charge permanente salariée dans le service civil provincial et fédéral,—excepté les charges de traducteur des Cours, de traducteur, de sténographe et d'employé sessionnel ou permanent de l'une ou de l'autre des branches du Parlement ou de la Législature provinciale 3. La charge de juge de la Cour de Vice-Amirauté, de juge des sessions, de magistrat de police, de magistrat de district, de recorder des cités de Montréal et de Québec ; 4. Les charges de greffier ou d'assistant greffier, ou d'employé permanent du greffe d'aucune Cour de record en cette Province, excepté celle de Vice-Amirauté, et celle de traducteur des cours ; 5. Celle de shérif ou de député-shérif ; 6. Celle de registrateur, excepté pour les registrateurs qui ont été nommés avant le 16 septembre 1886 ; celle de député registrateur ; 7. Agir comme sténographe devant aucune Cour de Justice.

ART. 6—Sont déclarés incompatibles avec la dignité de la profession d'avocat : l'exercice de tout métier, industrie, commerce ou négoce ; l'exercice de la charge d'huissier, de constable ; l'état de caissier, gérant, commis ou teneur de livres dans une compagnie industrielle, une maison de commerce, compagnie de chemins de fer, bateaux à vapeur, ou autre association de même nature ; l'état d'agent d'assurance, d'agent d'affaires, d'agent d'immeubles, de collecteur, de prêteur ou d'agent de prêteur sur billet ou sur gages ; celui de musicien, d'arpenteur, d'architecte ou d'ingénieur civil. Agir comme curateur ou liquidateur dans les cas de faillite ou de liquidation ne sera pas considéré comme incompatible avec la dignité de la profession.

ART. 7—Sont déclarés dérogatoires à l'honneur et à la dignité de la profession, les actes suivants, entr'autres, savoir:

1. Révéler un secret professionnel ; 2. Publier ou communiquer un rapport faux de procédures judiciaires, ou injurieux à l'honneur ou à la dignité d'un confrère ou de la profession ou de la magistrature ; 3. Toute surprise à l'égard d'un confrère et tout procédé déloyal dans les rapports professionnels et sociaux entre confrères ; 4. Délaisser un client, à

medical, notarial and surveyor's professions ; 2. Every permanent salaried office in the Federal or Provincial Civil Service, except the office of translator, stenographer and sessional or permanent clerk of either branch of Parliament or of the Provincial Legislature ; 3. The office of Judge of the Court of Vice-Admiralty, Judge of the Sessions of the Peace, of Police Magistrate, district magistrate, of Recorders of the cities of Montreal and Quebec ; 4. The offices of clerk, and of assistant clerk and of permanent employee in any Court of Record in the Province, except that of Vice-Admiralty, and that of interpreters to the Courts ; 5. The office of Sheriff and deputy Sheriff. 6. That of registrar, except as to registrars appointed before the 16th of September 1886 ; that of deputy Registrar ; 7. That of Stenographer before a Court of Justice.

ART. 6—The following are declared incompatible with the dignity of the legal profession : the carrying on of any handicraft, industry, trade or commerce ; discharging the duties of a bailiff or constable ; filling the position of a cashier, manager, clerk or book-keeper to an industrial establishment, a commercial firm, a railway or steamer company, or any similar concern ; of insurance, business or real estate agent ; doing business as collector, money-lender or agent of money-lender on notes or pledges, musician, surveyor, architect or civil engineer. Acting as Curator or Liquidator in cases of insolvency or of liquidation shall not be considered as incompatible with the dignity of the profession.

ART. 7—The following among others, are derogatory to the honour and dignity of the profession, viz :

1. Divulging confidential communications received professionally. 2. Publishing or imparting untruthful reports of judicial proceedings, or such as are injurious to the honour and dignity of a brother lawyer, of the profession or of the magistracy. 3. Any trickery upon or unfair treatment of a *confrère* in the course of professional and social relations. 4. Forsaking a client

à la veille de l'audition ou de l'instruction de sa cause, sans lui avoir donné un temps suffisant pour se procurer un autre avocat, ou en lui imposant des conditions que l'avocat sait le client incapable de remplir ; 5. Faire l'acquisition d'un droit litigieux ou d'une dette dans le but d'instituer des procédures légales, et, par ce moyen, de gagner des honoraires ou un profit sur le droit acheté ou acquis ; 6. Tout abus de confiance par un avocat au détriment d'un client, entr'autres : acquérir pour soi-même ou pour des parents ou amis, en tout ou en partie—soit en son nom ou en leurs noms, ou au nom de personnes interposées ou d'associés—des droits ou prétentions dont l'existence ou les titres n'ont été connus de l'avocat que par suite de consultations de la part des clients qui avaient ou croyaient avoir droit à cette réclamation, et qui en sont ainsi privés ; 7. Solliciter des clients ou une affaire, ou pactiser en aucune manière avec un officier ministériel ou avec un agent d'affaires ; 8. Accepter un salaire au lieu d'honoraires réguliers réglés par le tarif, en abandonnant aux clients les honoraires réguliers ; ou faire d'avance aucun arrangement ayant pour effet de réduire ou d'abandonner les honoraires accordés par le tarif, dans le but de s'assurer un client ou une affaire ; 9. Partager les honoraires avec un client ou faire aucun arrangement par lequel le client participerait ou aurait un intérêt dans les honoraires ; 10. Entreprendre aucun procès avec arrangement de participation dans le résultat, *quota litis* ; 11. Retenir indûment les argents d'un client, ses papiers ou documents ; 12. S'annoncer comme agent collecteur, agent d'immeubles ou agent d'affaires, comme prêteur d'argent sur billet ou sur gages.

ART. 8—Il est incompatible avec la dignité de la profession, pour un avocat, de comparaître ou de plaider dans aucune cause ou d'agir sur aucune procédure judiciaire devant aucun juge, magistrat de district, recorder, juge de paix ou autre fonctionnaire siégeant dans aucune cour ou exerçant des fonctions judiciaires, avec lequel tel avocat ou son associé est parent ou allié soit en ligne directe ou au deuxième degré en ligne collatérale.

at the hearing or trial of his cause, without giving him the time to secure the services of another advocate, or by imposing conditions for continuance of services which the client is known to the advocate to be unable to fulfill. 5. The acquiring of litigious rights or of debts for the purpose of instituting legal proceedings and thus earning fees or realizing a profit on the transaction. 6. Any breach of trust by an advocate to the detriment of a client, *inter alia* : to secure for one's-self, or for relations or friends, in whole or in part—in one's own name or in their names, or in that of intermediaries or associates—any claim or right, of which the existence and proofs have come to the advocate's knowledge in the course of consultations with clients who had, or thought they had, a right to the same and are thus deprived of it. 7. To solicit clients or their business and in any way to treat for the same with ministerial officers and business agents. 8. To accept a salary in lieu of the fees fixed by tariff, by giving up the latter to the client, or to enter into any arrangement in advance to reduce or give up fees fixed by the tariff, in order to secure a client or business. 9. To share fees with a client or to make any arrangement by which a client is to share or have an interest in fees. 10. To institute proceedings under an agreement or arrangement to share in the result, *quota-litis*. 11. To unduly withhold the monies, documents and papers of clients. 12. To make one's self known as collector, business or real estate agent or as money-lender on notes or pledges.

ART. 8—It is incompatible with the dignity of the profession, for an advocate to appear or to plead in any cause or to act in any judicial proceeding before any judge, district magistrate, recorder, justice of the peace or other functionary sitting in any Court or exercising judicial functions, with whom said advocate or his partner is related or allied either in the direct line or to the second degree in the collateral line.

ART. 9—Les conseils de section, et le Conseil Général siégeant en appel d'une décision d'un conseil de section, auront toujours le droit d'exercer leur propre discrétion quant à la gravité de l'acte reproché, et aux circonstances particulières établies par la preuve, et de décider, s'ils le jugent à propos, que les circonstances n'ont pas été dérogatoires à l'honneur et à la dignité de la profession, ou qu'elles rendent l'acte excusable.

ART. 10—Tout membre du barreau qui se croit attaqué dans son honneur par un acte devenu public et se rapportant à l'exercice de sa profession, ou qui croit son honneur professionnel compromis par un acte de l'autorité judiciaire, aura droit de porter une plainte devant le conseil de sa section, et de soumettre au dit conseil l'examen de sa conduite et de ses actes, et d'obtenir sa décision sur iceux. Le conseil de section suivra dans ce cas la procédure qu'il jugera convenable, et décidera d'une manière prompte et sommaire, sauf appel au Conseil Général suivant la procédure ordinaire sur les appels en matière disciplinaire.

SECTION III.

TABLEAU DES AVOCATS.

ART. 11—Les secrétaires de sections sont tenus de transmettre chaque année au secrétaire-trésorier du Conseil Général, un tableau fidèle des membres de leurs sections respectives, indiquant ceux qui sont qualifiés et ceux qui ne le sont pas, de même que les noms, prénoms et résidence de tous les dits avocats, et spécifiant si aucun d'eux exerce un métier, négoce ou charge quelconque, avec mention de ce métier, négoce ou charge, ou s'ils ont cessé de pratiquer et pour quelles raisons.

Les trésoriers de sections et d'associations de bibliothèques indiquent aussi, dans leur rapport annuel au secrétaire-trésorier du Conseil Général, la résidence de chaque avocat qualifié à pratiquer et dont le nom doit être mis au tableau.

ART. 9—Councils of sections and the General Council, when sitting in appeal from a decision of a Council of section, may always use their own discretion in estimating the nature of a charge and the particular circumstances established in evidence, and decide, if they see proper, that such circumstances show nothing derogatory to the honour and dignity of the profession to have been done, or that they render the act charged excusable.

ART. 10—Any member of the Bar who considers his honor affected by being publicly charged with the commission of an act relating to the exercise of his profession, or by having any such act charged against him by judicial authority, may bring a complaint to the Council of his section and have an inquiry made by the said Council into his conduct and the acts so charged and obtain a decision thereon. The Council of section in such a case shall proceed in the manner it sees fit and decide promptly and summarily, subject to appeal to the General Council, according to the ordinary rules concerning appeals in disciplinary matters.

SECTION III.

ROLL OF ADVOCATES.

ART. 11—The secretaries of sections shall transmit every year, to the secretary treasurer of the General Council, a correct list of the members of their respective sections, showing those who are qualified to practise and those who are not ; giving their names, surnames and residence, with a further indication of those who carry on a trade or business, or hold an office, with description of such trade, business or office, or if they have ceased to practise and for what reason.

The treasurers of sections and of library associations shall also state, in their annual report to the secretary treasurer of the General Council, the residence of every advocate qualified to practise and whose name is to be inscribed on the roll.

ART. 12—Le tableau général indique la résidence de chaque avocat conformément aux renseignements fournis par les secrétaires de sections et par les trésoriers de sections et d'associations de bibliothèques.

ART. 13—Les secrétaires de sections sont tenus d'informer incontinent le secrétaire trésorier du Conseil Général du décès de tout avocat de la section, et de toute cause qui peut empêcher un avocat de pratiquer sa profession.

SECTION IV.

DES FONDS DU CONSEIL GÉNÉRAL.

ART. 14—Le secrétaire-trésorier tiendra un compte régulier des argents par lui perçus et déboursés.

ART. 15—Lors de l'assemblée annuelle du Conseil Général, et chaque fois qu'il en sera requis par le dit Conseil, le secrétaire-trésorier fera un rapport des recettes et dépenses et produira ses livres de caisse et pièces justificatives.

ART. 16—Tous les fonds seront déposés par le secrétaire-trésorier au nom du Barreau de la province de Québec, dans une banque incorporée et n'en pourront être retirés par lui, par sommes excédant \$200, ni au-delà de \$500 dans l'espace d'un mois, sans la signature additionnelle du bâtonnier général, ou du bâtonnier de la section où il réside.

ART. 17—Le traitement annuel ordinaire du secrétaire-trésorier du Conseil Général est de six cents dollars.

ART. 18—Chacun des membres du Conseil Général et le secrétaire-trésorier et tout membre de ce Conseil et le dit secrétaire formant partie d'un comité, quel que soit le lieu de leur résidence, recevront vingt cinq dollars pour chaque assistance à une réunion des dits Conseil ou comité, quelle qu'en soit la durée.

ART. 12—The residence of every advocate, as given by the secretaries of sections, and by the treasurers of sections and of library associations, shall be given on the general roll.

ART. 13—The secretaries of sections shall give immediate notice to the secretary treasurer of the General Council, of the death of any advocate in their section and of any cause which may prevent a member of their section from practising as an advocate.

SECTION IV.

THE FUNDS OF THE GENERAL COUNCIL.

ART. 14—The secretary treasurer shall keep a regular account of the monies he shall receive and disburse.

ART. 15—At the annual meeting of the General Council, and whenever called upon by it to do so, the secretary treasurer shall give a report of his receipts and disbursements, and produce his books and vouchers.

ART. 16—All monies shall be deposited by the secretary-treasurer, in the name of the Bar of the Province of Quebec, in an incorporated bank and shall not be withdrawn by him, in sums exceeding \$200, nor for an amount exceeding \$500 for one month, without the additional signature of the Batonnier general, or of the Batonnier of the section in which he resides.

ART. 17—The ordinary annual salary of the Secretary-Treasurer of the General Council is six hundred dollars.

ART. 18—Every member of the General Council and the secretary-treasurer, and every member of the General-Council and the secretary-treasurer forming part of a committee, wherever he may reside, shall receive twenty five dollars for every sitting of the Council or Committee at which he is present, whatever may be the length of said sitting.

ART. 19—Les examinateurs et leur secrétaire recevront chacun, à chaque examen, une somme de cent dollars pour toute rémunération et dépenses.

SECTION V.

DÉPÔTS.

ART. 20—En donnant son avis le candidat paie au secrétaire de section un honoraire de \$2.00 et il dépose entre les mains du trésorier les sommes suivantes :

Etude—Examen partiel	-	-	-	\$70.00
“ “ entier ou pour admission				
à l'étude comme bachelier	-	-	-	105.00
Pratique	-	-	-	180.00

De chacune des sommes ainsi déposées, le trésorier de section transmet, au moins dix jours avant la date fixée pour les examens, au Secrétaire-Trésorier du Conseil Général, \$30.00 pour les dépenses des examens et du Conseil Général.

Les sommes déposées sont affectées dans les proportions suivantes à l'enregistrement des certificats d'admission à l'étude et des diplômes :

Etude—Certificat partiel	-	-	-	\$15.00
“ “ entier ou après admission				
comme bachelier.	-			20.00
Pratique—Diplôme	-	-	-	50.00

Si le candidat n'est pas admis à l'étude ou à la pratique, il perd les \$30.00 transmis au Secrétaire du Conseil Général.

Sur réception par le trésorier de section de la liste des candidats admis à l'étude ou à la pratique, qui devra lui être transmise par le Secrétaire Général aussitôt après les examens, il transmettra à ce dernier les sommes requises pour l'enregistrement susdit.

ART. 19—The examiners and their secretary shall receive one hundred dollars each for their fees and expenses at each examination.

SECTION V.

DEPOSITS.

ART. 20—On giving notice the candidate pays to the Secretary of section a fee of \$2.00 and deposits with the treasurer the following sums :—

Study—Partial Examination	- - - -	\$70.00
Full	“	
or for admission as Bachelor	-	105.00
Practice	- - - - -	180.00

Out of each deposit the treasurer forwards, at least ten days before the examinations, to the secretary-treasurer of the General Council, \$30.00, to meet the expenses of the examinations and of the General Council.

The sums so deposited are affected in the following proportions, to the registration of the certificates of admission to the study, and of the diplomas :—

Study—Partial Certificate	- - - - -	\$15.00
“ Full	“ or after admission	
	as bachelor	- - 20.00
Practice—Diploma	- - - - -	50.00

If the candidate is not admitted he loses the \$30.00 forwarded to the secretary of the General Council.

On receiving the list of candidates admitted to the study and practice, which shall be forwarded by the secretary-treasurer of the General Council to the treasurers of sections, immediately after the examinations, the treasurers of sections shall forward to the secretary-treasurer of the General Council the sums required for the above registration.

Cet article ne s'applique pas aux étudiants sous brevet le 9 mars 1905, admis à l'étude conformément à la loi. Les dispositions du règlement en vigueur lors de leur admission à l'étude, quant au dépôt et aux autres matières qui s'y rattachent, sont applicables.

Un honoraire de deux dollars est accordé au Secrétaire Général pour l'enregistrement de chaque certificat et diplôme.

SECTION VI.

DES ARCHIVES.

ART. 21—Le secrétaire trésorier rédigera soigneusement, dans des livres séparés, les minutes des délibérations des assemblées du Conseil-Général et de celles du bureau des examinateurs. Il est le gardien des archives du Conseil et de celles du bureau des examinateurs, et les tient dans un endroit sûr et à l'abri du feu.

Il garde copie de toute la correspondance, qu'il conserve soigneusement ainsi que tous les documents qu'il reçoit.

SECTION VII.

SCEAU DE LA CORPORATION.

ART. 22—Le sceau de la corporation porte une colonne d'ordre dorique, avec les mots : Inc. 1849, inscrits sur la base, et les mots suivants sur la marge : Barreau de la province de Québec. Bar of the Province of Quebec.

SECTION VIII.

EXAMENS.

ART. 23—Les examens du Barreau pour l'étude et la pratique se font semi-annuellement, le deuxième mardi de janvier à Montréal, et le premier mardi de juillet à Québec.

Quand un de ces jours sera non juridique l'examen aura lieu le premier jour juridique suivant.

The above dispositions will not affect the deposits of candidates admitted to the study and indentured according to law on or before the ninth day of March, one thousand nine hundred and five. Said deposits and other matters applicable thereto shall be governed by the by-laws in force at the last above mentioned date.

A fee of \$2.00 is allowed the General Secretary for the registration of each certificate and diploma.

SECTION VI.

THE ARCHIVES.

ART. 21—The secretary-treasurer shall carefully record the deliberations and proceedings of the General Council and of the Board of Examiners and keep minutes of the same in separate books. He is the custodian of the Archives of the Council and of the Board, and shall keep them in a place of safety well protected against fire.

He shall keep a copy of all letters and shall carefully preserve all correspondence and documents received by him.

SECTION VII.

THE SEAL OF THE CORPORATION.

ART. 22—The seal of the corporation is a doric column, with the inscription, Inc. 1849, at the base and on the margin *Barreau de la Province de Québec*. Bar of the Province of Quebec.

SECTION VIII.

EXAMINATIONS.

ART. 23—The Examinations of the Bar for admission to the study and practice are held semi-annually, on the second Tuesday of January in the city of Montreal, and on the first Tuesday of July in the city of Quebec.

Should any of the two last mentioned days be non juridical, the examinations will be held the next following juridical day.

ETUDE.

ART. 24—Tout candidat à l'étude doit produire avec son avis, un reçu du trésorier de sa section, du dépôt requis par les règlements du Barreau de la Province, un certificat d'études et de bonne conduite signé par les directeurs des collèges ou des institutions où il a fait ou terminé son cours classique, ou par les maîtres privés qui lui ont enseigné ; aussi un certificat de bonne conduite signé par deux personnes connues favorablement dans la section lorsque le candidat a laissé le collège plus de six mois avant l'examen.

Tout certificat d'examen partiel doit être produit avec la demande d'admission à l'examen final pour l'étude.

ART. 25—Il pourra être subi un seul examen sur toutes les matières du programme ou deux examens au choix du candidat, comme suit : l'un sur les matières suivantes du cours classique, savoir : le latin, l'anglais, le français, l'histoire, la littérature, la géographie, l'arithmétique et l'algèbre ; et un second examen, sur la philosophie, la chimie, la physique, la géométrie et la trigonométrie. Il sera facultatif au candidat d'intervertir l'ordre des dits examens. L'élève qui aura subi un examen sur toutes les matières du programme et qui aura réussi sur toutes les matières de l'un des examens, et failli sur quelque une ou quelques unes des matières de l'autre examen, ne sera pas tenu de subir ensuite l'examen sur les matières où il a réussi, mais seulement sur les matières où il n'a pas réussi, et dans ce cas il subira l'examen sur toutes les matières.

ART. 26—Un certificat sera accordé pour chaque examen subi avec succès.

ART. 27—Il est nommé trois personnes, parmi les professeurs des collèges classiques de cette Province, comme examinateurs adjoints, pour l'examen préparatoire à l'étude du droit, dont deux sont d'origine française et le troisième d'origine anglaise. Les devoirs de ces examinateurs adjoints sont de préparer les questions pour l'examen écrit, d'apprécier les réponses à ces questions et de soumettre au bureau des examinateurs un tableau contenant les noms de plume avec le nombre de points obtenus par



THIS PAGE IS LOCKED TO FREE MEMBERS

Purchase full membership to immediately unlock this page

DELVE INTO FANTASY, MAGIC, MYTHOLOGY & FOLKLORE

**Forgotten Books'
Full Membership gives
access to 797,885 ancient
and modern, fiction and
non-fiction books.**

Continue

*Fair usage policy applies



chaque candidat sur chaque matière. Ils assistent aussi à l'examen oral et y prennent part. Ils reçoivent chacun \$50.00 par examen et, en outre, leurs dépenses de voyage.

ART. 28—Si le rapport des examinateurs adjoints constate que le candidat a obtenu le minimum voulu de points sur chaque matière et sur chaque groupe de matières, le candidat est soumis à l'examen oral ; si non, il est rejeté sans plus ample examen.

ART. 29—Lorsque le candidat obtient le minimum voulu de points sur chaque matière et sur chaque groupe de matières, et lorsque l'examen oral est jugé suffisant, le bureau des examinateurs en fait rapport au Bâtonnier de la Province. Si le candidat est refusé, soit sur l'examen écrit, soit sur l'examen oral, il n'est pas nécessaire que le bureau des examinateurs fasse un rapport spécial ; mais il est alors du devoir du secrétaire-trésorier de mentionner le fait dans les minutes du bureau des examinateurs, et de spécifier si le candidat a été refusé sur l'examen oral ou sur l'examen écrit.

ART. 30—Toutes les questions sont imprimées en français et en anglais par le secrétaire-trésorier ou par les dits examinateurs adjoints qui doivent prendre les mesures nécessaires pour que ces questions soient tenues secrètes.

ART. 31—Les candidats à l'étude seront, durant l'examen, sous le contrôle et la surveillance immédiate du secrétaire-trésorier, du bureau des examinateurs et des examinateurs adjoints.

ART. 32—Les candidats à l'étude écrivent leurs réponses sur un cahier qu'ils signent d'un nom de plume. Ils mettent les mêmes noms de plume sur le dehors d'une enveloppe, et leur nom véritable à l'intérieur de l'enveloppe. Cette enveloppe n'est ouverte qu'après que tous les cahiers ont été corrigés.

ART. 33—Les Bacheliers ès-arts, ès-sciences, ou ès-lettres qui se seront conformés à toutes les exigences de la loi concernant l'admission à l'étude du droit, pourront y être admis sur présentation par eux-mêmes ou sur simple transmission par les secrétaires de sections de leurs diplômes au secrétaire général qui devra les soumettre au bureau des examinateurs.

under his pseudonym. They also attend at and take part in the oral examination. They are paid \$50 for each examination, and, in addition thereto, their travelling expenses.

ART. 28—If the report of the joint examiners shows he retained the required proportion and minimum of marks for each subject and group of subjects, the candidate is admitted to the oral examination ; if not, he is rejected without further examination.

ART. 29—When the candidate retains the minimum number of marks required on each subject and group of subjects and his oral examination is found sufficient, the Board of Examiners makes a report thereof to the Bâtonnier of the Province. When the candidate is rejected, whether on the written or on the oral examination, it is not necessary that a special report thereof be made by the Board ; but it is then the duty of the secretary-treasurer to mention the fact in the minutes of the Board and to specify whether the candidate was rejected on the written or on the oral examination.

ART. 30—All the questions are printed in french and english by the secretary-treasurer or by the joint examiners, who shall take such precautions as may be necessary to keep them secret.

ART. 31—The candidates for admission to study are, during the examination, under the control and supervision of the secretary-treasurer, of the Board of Examiners and of the joint examiners.

ART. 32—Candidates for study write their answers in a copy-book, on which they inscribe a pseudonym. They hand in with them an envelope in which their real name is enclosed and on the back of which the pseudonym only is written. This envelope is opened after the reading and correction of all the examination copy books.

ART. 33—Bachelors of Arts, Science or Letters who have fulfilled all other requirements, may be admitted to the study by forwarding their degrees, either personally or through the secretaries of sections, to the secretary-treasurer of the General Council, who shall submit them to the Board of Examiners.

ART. 34—En cas d'absence, d'incapacité ou de refus d'agir de l'une des personnes choisies comme examinateurs adjoints, le secrétaire-trésorier après avoir consulté le Bâtonnier Général ou le Bâtonnier de la section où se fera l'examen choisira un remplaçant.

SECTION IX.

ART. 35—PROGRAMME DE L'EXAMEN PRÉPARATOIRE A L'ÉTUDE DU DROIT.

LETTRES

- I. LATIN—*César*, De Bello Gallico.— *Virgile*, *Enéide*, liv. I. II. VI.—*Cicéron*, Oratio pro Milone et les Catilinaires.—Analyse du latin.
- II. HISTOIRE—Histoire du Canada—Notions générales sur l'Histoire de France, l'Histoire d'Angleterre, l'Histoire Ancienne, Grecque, Romaine et Moderne.
- III. GÉOGRAPHIE—Notions générales sur la Géographie Ancienne et Moderne.
- IV. BELLES-LETTRES ET RHÉTORIQUE—Principes et Histoire de la Littérature.—Composition dans la langue maternelle du candidat sur un sujet donné.—Traduction de l'anglais ou du français.

SCIENCES

- V. PHILOSOPHIE: Logique, Métaphysique, Morale.
- VI. ARITHMÉTIQUE—Les quatre Règles simples—Fractions ordinaires—Fractions décimales—Règle de trois simple—Règle de trois composée—Règles d'intérêt, d'escompte et de société.
- VII. ALGÈBRE—Jusqu'aux équations du second degré inclusivement.
- VIII. GÉOMÉTRIE—Elémentaire et Trigonométrie plane.
- IX. PHYSIQUE ET CHIMIE—Notions élémentaires et générales.

ART. 34—In case of refusal or inability to act of any of the joint examiners, the secretary-treasurer of the General Council may, after consulting the Bâtonnier of the Province or the Bâtonnier of the section in which the examinations are held, appoint a substitute.

SECTION IX.

ART. 35—PROGRAMME OF EXAMINATION FOR ADMISSION TO STUDY LAW.

- | | | |
|----------|---|---|
| LETTERS | { | I. LATIN.— <i>Cæsar</i> , De Bello Gallico.— <i>Virgil</i> , The <i>Æneid</i> , Books I, II & VI.— <i>Cicero</i> , Oratio pro Milone, Orationes in Catilinam. Latin Construction and parsing. |
| | | II. HISTORY.—History of Canada. A general knowledge of French, English, Ancient, Greek, Roman and Modern History. |
| | | III. GEOGRAPHY.—A general knowledge of Ancient and Modern Geography. |
| | | IV. LITERATURE.—General laws and History of Literature. A composition on a given subject in candidate's own language. A French or English translation. |
| SCIENCES | { | V. PHILOSOPHY. — Logic, Metaphysics and Ethics. |
| | | VI. ARITHMETIC. — The four first Rules. — Vulgar fractions. — Decimal fractions. — Simple proportion.—Compound proportion. —Rules of interest, practice and partnership. |
| | | VII. ALGEBRA.—Elements up to and including equations of second degree inclusively. |
| | | VIII. GEOMETRY.—Elementary and plane Trigonometry. |
| | | IX. PHYSICS AND CHEMISTRY. — Elementary and general principles. |

ART. 36—L'examen par écrit sur les diverses matières du programme sera partagé en trois séances dont la durée totale ne dépassera pas neuf heures et demie. Il sera accordé 1000 points pour tout ce travail.

1. Une séance de trois heures pour le latin, l'histoire et la géographie, dont les deux tiers seront consacrés à une version latine, avec analyse ; le nombre des points accordés pour cette matière est de 250. Le nombre des points pour l'histoire et la géographie est de 80.

2. Une séance de deux heures et demie pour la littérature, la composition et la traduction du français en anglais ou *vice versa*. Le nombre des points pour la composition est de 50, pour la littérature, de 40 et pour la traduction, de 30. Les matières qui font le sujet du travail de la seconde partie de la première séance et de toute la seconde se partagent en deux groupes pour être tirées au sort :

(a) Histoire ancienne et moderne, Histoire du Canada, Belles-Lettres, Rhétorique, composition et traduction.

(b) Histoire de France et d'Angleterre, Géographie, Histoire de la Littérature, composition et traduction.

Il est accordé 100 points pour l'orthographe et la correction grammaticale dans toutes les matières de ces deux séances, dont 50 pour la version et 50 pour le reste.

3. L'autre séance sera consacrée aux sciences et durera 4 heures.

Le candidat choisira les matières de cette séance comme suit:

1.

PHILOSOPHIE	-	-	-	-	2 hrs—250 points.
(a) ARITHMÉTIQUE, GÉOMÉTRIE, TRIGONOMÉTRIE et PHYSIQUE.	-	-	-	-	} 2 hrs—250 points.
(b) ARITHMÉTIQUE, ALGÈBRE et CHIMIE	-	-	-	-	

ou 2.

MATHÉMATIQUES	-	-	-	-	2 hrs—250 points.
(a) PHILOSOPHIE et PHYSIQUE	-	-	-	-	} 2 hrs—250 points.
(b) PHILOSOPHIE et CHIMIE	-	-	-	-	

Les groupes marqués (a) et (b) dans chacune des deux séries sont tirés au sort.

ART. 36—The written examination on all the subjects contained in the programme is divided into three sittings, whose total length shall not exceed nine hours and a half. One thousand (1000) marks will be allowed for the whole work.

1. A sitting of three hours for latin, history and geography, two thirds of which will be devoted to translating latin, with analysis and parsing ; the number or marks allowed being 250. The number of marks allowed for history and geography will be 80.

2. A sitting of two hours and a half for literature, composition and translation of french into english or english into french; the number of marks will be 50 for composition, 40 for literature and 30 for translation. The subjects of the second part of the first sitting and the whole of the second are divided into two groups to be selected by lot :

(a) Ancient and modern history, history of Canada, belles-lettres, rhetoric, composition and translation.

(b) History of France and England, Geography, history of literature, composition and translation. One hundred marks are allowed for orthography and grammatical accuracy in all subjects of the two sittings of which fifty for the translation and fifty for the remaining subjects.

3. The other sitting shall be devoted to sciences and will last four hours. The candidate may choose the subjects of that sitting as follows :

1.

Philosophy	- - - - -	2 hrs.—250 marks.
(a) Arithmetic, Geometry, Trigonometry and Physics	- - - - -	} 2 hrs.—250 marks.
(b) Arithmetic, Algebra and Chemistry.		

OR 2.

Mathematics	- - - - -	2 hrs.—250 marks.
(a) Philosophy and Physics	- -	} 2 hrs.—250 marks.
(b) Philosophy and Chemistry	-	

The groups marked (a) and (b) in each of the two series are drawn for by lot.

L'examen sera considéré nul si le candidat ne peut obtenir les trois cinquièmes des points sur le latin dans son ensemble et le tiers sur chaque extrait et l'analyse grammaticale ; la moitié sur la philosophie, si l'élève a choisi No. 1, ou la moitié sur les mathématiques, s'il a choisi No. 2, avec en outre, dans chaque cas, la moitié sur chaque groupe tiré au sort et le tiers sur chacune des matières séparément de ces groupes, pour les lettres ; le tiers sur chaque groupe tiré au sort pour les sciences et le sixième sur chacune des matières de ce groupe ; enfin les trois quarts sur l'orthographe et la correction grammaticale.

SECTION X.

PRATIQUE.

ART. 37—Subordonnement à l'article 2, C. 34, 3. Ed. VII, le bureau des examinateurs du Barreau de la Province est composé de dix examinateurs dont trois sont nommés par le Conseil du Barreau de Montreal, deux par le Conseil du Barreau de Québec, et un examinateur nommé par le Conseil de chacune des autres sections.

ART. 38—Le candidat à la pratique doit produire, avec son avis, tous les documents requis par la loi et les règlements, entr'autres, un reçu du trésorier de sa section, du dépôt requis, son certificat d'admission à l'étude, son acte de naissance, ou la meilleure preuve possible de son âge, en cas d'absence de registres, copie authentique du brevet, tout transport de brevet, et un certificat de bonne conduite signé par le patron, ou les patrons, sous qui il a étudié, ou la preuve que le patron a refusé le certificat sans cause valable, ou qu'il a été impossible de l'obtenir du patron ; dans ce cas, le candidat devra fournir une autre preuve équivalente de bonne conduite. Il pourra aussi être suppléé dans les mêmes cas, au défaut de certificat de cléricature que doit donner le patron, par une preuve jugée suffisante par les examinateurs.

ART. 39—Nul ne sera admis à l'exercice de la profession d'avocat à moins d'avoir subi un examen écrit et oral ; excepté



THIS PAGE IS LOCKED TO FREE MEMBERS

Purchase full membership to immediately unlock this page

Get Smart

Over 2,000 years of
human knowledge in
797,885 volumes

Instant access
\$8.99/month

Continue

*Fair usage policy applies

les avocats, ou *barristers* de l'une des provinces du Canada, qui pourront, dans les cas prévus par le statut, être admis sur un simple examen oral.

ART. 40—Les questions pour l'examen écrit pour la pratique sont choisies le matin même de l'examen, dans la salle où l'examen doit avoir lieu, ou dans une salle voisine. Elles seront dictées immédiatement après à tous les candidats réunis dans la salle et espacés les uns des autres, de manière qu'ils ne puissent communiquer entr'eux.

ART. 41—Les cahiers de composition pour la pratique, seront mis dans des enveloppes. Sur l'enveloppe cachetée contenant le premier cahier de composition, le candidat écrira son nom. Au-dessous de ce nom le Président du bureau des examinateurs ou un examinateur, et le secrétaire trésorier apposeront leur signature. Le tout sera gardé sous clef, en lieu sûr, par le secrétaire qui n'ouvrira cette enveloppe qu'après que le dernier cahier de composition sera terminé. Les enveloppes contenant les premiers cahiers seront alors ouvertes une à une, par le secrétaire en présence des candidats et du président du bureau des examinateurs, ou d'un examinateur, et les deux cahiers de chacun des candidats seront mis dans une nouvelle enveloppe qui sera cachetée immédiatement et sur laquelle il n'y aura aucun nom, nom de plume, signe ou marque quelconque. Une enveloppe cachetée contenant le nom du candidat, écrit par ce dernier, sera mise dans chacun des cahiers. Les cahiers seront mis sous clef, en lieu sûr, et resteront sous la garde du secrétaire qui les ouvrira un à un, seulement, pour les fins de la correction.

ART. 42—Les enveloppes contenant les noms des candidats ne seront ouvertes qu'après que tous les cahiers auront été corrigés, et que la décision des examinateurs aura été rendue.

ART. 43—Il sera accordé un nombre de points sur chaque matière ; et nul ne sera admis à l'examen oral, à moins d'avoir obtenu au moins la moitié du total des points sur toutes les matières réunies, et le minimum des points sur chaque matière, ainsi qu'il est établi ci-après.

tion, except advocates or barristers of any of the other Provinces of Canada, who, in the cases provided by statute, may be admitted after an oral examination only.

ART. 40—The questions for the written examination are adopted by the Board, on the morning of the examination, in the room in which the examination is held or in an adjoining one. They are given out at once to the candidates who are brought into the examination room and seated apart so that they may not communicate with each other.

ART. 41—The answers shall be put into envelopes. On the sealed envelope containing the first Copy Book, the candidate shall write his name in the presence of the President or one of the examiners and the Secretary who shall also sign their names on said envelope. The whole shall be kept under lock and key, in a safe place, by the secretary who will open said envelope, only when the candidate's answers to the last part of the examination is concluded. Then the envelopes containing the first copy book shall be opened one by one by the secretary in presence of the candidates, the President or an examiner and both copy books of each of the candidates shall be put in a new envelope which shall be sealed forthwith and which will bear no name, pseudonym, sign or mark whatsoever. A sealed envelope containing the name of the candidate written by himself, shall be put in each of the copy books, which shall be kept under lock and key, in a safe place under the control of the secretary, who shall open them one by one, only, and for the purposes of their being read and corrected by the examiners.

ART. 42—The envelopes containing the names of the candidates shall be opened only when the last of the copy-books has been read and pronounced upon.

ART. 43—A given number of marks shall be allowed for each subject ; and no one shall be admitted to the oral examination, unless he shall have retained at least one half of the total number of marks on the whole of the subjects, and the minimum of marks on each subject, as hereinafter provided.

ART. 44—Deux ou trois questions sont posées sur chacune des matières suivantes, et il est accordé et requis le nombre de points, et le minimum suivants, sur chaque matière, savoir :

				Nombre de points. Minimum.
1.	Histoire du Droit	- -	20 @ 25	$\frac{1}{3}$
2.	Droit romain	- - -	20 @ 30	$\frac{1}{3}$
3.	Droit Civil	- -	50 @ 60	$\frac{2}{3}$
4.	Droit Commercial et maritime.		25 @ 35	$\frac{2}{3}$
5.	Procédure Civile	- -	25 @ 35	$\frac{2}{3}$
6.	Droit International privé et public, et autres matières que les examinateurs jugeront à propos de choisir.		15 @ 20	$\frac{1}{3}$
7.	Droit Criminel et Procédure.		20 @ 25	$\frac{1}{2}$
8.	Droit Administratif et Constitutionnel.	- - -	20 @ 30	$\frac{1}{2}$

ART. 45—Les réponses à l'examen écrit pour la pratique sont lues et corrigées comme suit : deux cahiers en comité général et les autres par des sons-comités de trois au moins.

Cependant le bureau des examinateurs pourra corriger tous les cahiers en comité général.

ART. 46—L'examen écrit est divisé en deux séances de trois heures chacune.

ART. 47—La surveillance des candidats à la pratique, durant l'examen écrit, sera sous le contrôle immédiat des examinateurs et du secrétaire-trésorier.

SECTION XI.

ART. 48—Tout candidat à l'étude ou à la pratique qui s'aidera de livres, de notes ou de ses voisins, et tout candidat qui en aide un autre, sera exclu de l'examen. Toute tentative d'aider ou de se faire aider comme susdit entraîne la même peine.

ART. 44—Two or three questions are put on each of the following subjects, and a number of marks is allowed and required for each, with a fixed minimum, as follows :

	Number of Marks.	Minimum.
1. History of Law - - - - -	20 @ 25	$\frac{1}{3}$
2. Roman Law - - - - -	20 @ 30	$\frac{1}{3}$
3. Civil Law - - - - -	50 @ 60	$\frac{2}{3}$
4. Commercial and Mar. Law -	25 @ 35	$\frac{2}{3}$
5. Civil Procedure - - - - -	25 @ 35	$\frac{2}{3}$
6. International private and public law, and other subjects exami- ners may see fit to select -	15 @ 20	$\frac{1}{3}$
7. Criminal Law and procedure -	20 @ 25	$\frac{1}{2}$
8. Constitutional and administra- tive Law. - - - - -	20 @ 30	$\frac{1}{2}$

ART. 45—The copy-books containing the answers for the written examination are read and pronounced upon as follows : any two, by the whole Board and, afterwards, the remainder by sub-committees of at least three examiners.

However all the copy-books may be read and pronounced upon by the whole Board.

ART. 46—The written examination is divided into two sittings of three hours each.

ART. 47—During the written examination the candidates are under the immediate supervision and control of the examiners and of the secretary-treasurer.

SECTION XI.

ART. 48—Any candidate for study or practice who seeks assistance in books, notes or from any candidate, or any other person, and any candidate who assists another is excluded from the examination. Any attempt to obtain or to give such assistance carries the same penalty.

Il est strictement défendu aux candidats de se parler les uns aux autres, de se faire aucun signe, ou de parler aux examinateurs pendant l'examen écrit, pas même au sujet des questions proposées.

Toute infraction aux dispositions du présent article rend le candidat passible d'exclusion de l'examen.

ART. 49—Le candidat à l'étude ou à la pratique qui, après avoir subi avec succès l'examen écrit, aura failli à l'examen oral, ne sera pas obligé, pendant l'année suivante, de subir un examen écrit.

ART. 50—L'avis et l'affichage d'un mois exigés par les articles 3546 et 3547 des S. R. P. Q., sont réduits à quinze jours en ce qui concerne les aspirants à la pratique.

Le délai de vingt jours décrété par la 58 Vict. ch. 36, art. 4, amendant l'art. 3549, S. R. P. Q., pour la transmission au Secrétaire-Trésorier du Conseil-Général des avis, papiers, documents et de la somme voulue sur chaque dépôt est réduit à dix jours.

ART. 51—Les candidats ne pourront sortir durant l'examen, excepté en cas de nécessité urgente, et accompagnés d'un examinateur.

ART. 52—Tout examinateur qui est parent, allié, patron ou professeur d'un candidat à l'étude ou à la pratique ne peut prendre part à l'examen de ce candidat, ni à la surveillance.

Cet article ne s'applique pas aux professeurs des Universités.

SECTION XII.

PROGRAMME DU COURS DE DROIT UNIVERSITAIRE.

ART. 53—Le cours de droit donné et suivi dans une université ou dans un collège de droit de cette Province, et le diplôme ou le degré en droit accordé aux étudiants par telle université ou tel collège, n'ont de valeur relativement à la loi du

Candidates are strictly forbidden, under pain of exclusion from the examination, to speak or make any sign to each other, or to speak to the examiners during the written examination, not even about the questions propounded.

ART. 49—A written examination once passed successfully shall avail for the following year, and during that period a candidate for study or practice, who fails at the oral examination only, will not be required to undergo a written examination.

ART. 50—The delay of one month enacted by articles 3546 and 3547, S. R. P. Q., is reduced to fifteen days as far as the examination for practice is concerned.

The delay of twenty days enacted by 58 Vic. c. 36, art. 4, amending article 3549, S. R. P. Q., for the transmission to secretary of the General Council of the notices, papers, documents and of the sum to be forwarded out of each deposit, is reduced to ten days.

ART. 51—Candidates cannot leave the room during the examination, except in case of urgent necessity and then, they must be accompanied by an examiner.

ART. 52—No examiner who is related or allied to, or is the *patron* or professor of a candidate for study or for practice, can take part in the examination or supervision of such candidate. This article does not apply to University professors.

SECTION XII.

PROGRAMME FOR UNIVERSITY COURSE OF LECTURES ON LAW.

ART. 53—A course of lectures on law given and followed at a University or College in this Province, and a diploma or degree conferred on students by such university or college, shall be held

Barreau, qu'en autant que le programme ci-dessous a été suivi effectivement par l'université ou le collège qui a conféré ce degré, et par le porteur du diplôme, aux termes de l'art. 3552 S.R.P.Q.

ART. 54—Un cours régulier de droit dans une université ou dans un collège, en cette Province, consistera en sept cent cinquante leçons d'une heure chacune. Ces leçons seront données sur les sujets et dans les proportions ci-dessous.

DROIT ROMAIN :—103.

Ce cours comprend une introduction à l'étude du droit, l'explication et les commentaires sur les Institutes de Justinien et les principaux jurisconsultes romains.

DROIT CIVIL, COMMERCIAL ET MARITIME :—413

Ce cours doit durer au moins trois ans. Il comprend l'histoire du droit français et du droit canadien, l'explication et les commentaires sur le Code civil du Bas-Canada, et les statuts qui ont rapport au commerce et à la marine.

PROCÉDURE CIVILE :—103.

Ce cours doit être suivi au moins pendant deux ans.

Il comprend l'explication et les commentaires sur le Code de Procédure Civile et les Statuts qui l'amendent et le complètent, l'organisation des tribunaux civils de cette Province et l'histoire des différentes organisations judiciaires du pays ; aussi les procédures spéciales indiquées par des statuts ou des lois d'une nature générale.

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ ET PUBLIC :—21.

DROIT CRIMINEL :—69.

Ce cours comprend l'histoire du droit criminel canadien, l'organisation des tribunaux criminels, la procédure criminelle,



THIS PAGE IS LOCKED TO FREE MEMBERS

Purchase full membership to immediately unlock this page

DELVE INTO FANTASY, MAGIC, MYTHOLOGY & FOLKLORE

**Forgotten Books'
Full Membership gives
access to 797,885 ancient
and modern, fiction and
non-fiction books.**

Continue

*Fair usage policy applies

les commentaires sur les Statuts concernant le droit criminel du pays, l'étude comparée du droit criminel anglais et du droit criminel du Canada. Il se donne pendant deux ans.

DROIT ADMINISTRATIF ET CONSTITUTIONNEL :—41.

Ce cours comprend l'étude des différentes constitutions politiques et des institutions publiques du pays, des attributions, organisation et fonctionnement du Parlement fédéral, de la Législature provinciale, les lois sur l'instruction publique et le Code Municipal.

ART. 55—Le candidat à la pratique qui a obtenu un degré en droit dans une université ou un collège de cette Province, doit produire, avec son avis, un certificat du Recteur ou Principal de l'université ou du collège, constatant qu'il a suivi les cours de droit dans telle université ou tel collège pendant au moins trois ans, conformément aux règlements du Barreau, et, de plus, spécifiant le nombre de leçons publiques suivies réellement par lui sur chaque matière comprise dans le programme précédent pendant chacune des dites trois années et pendant les dites trois années réunies.

ART. 56—Les examinateurs refuseront d'accepter ce degré comme valable pour les fins de la loi du Barreau, s'ils sont d'avis que le programme ci-dessus mentionné n'a pas été suivi effectivement par le candidat.

SECTION XIII.

BIBLIOTHÈQUES DES SECTIONS ET DES ASSOCIATIONS.

ART. 57—Les secrétaires des sections d'Arthabaska, de Bedford, d'Ottawa, et de toute autre section qui pourra être formée à l'avenir, et, à leur défaut, les bâtonniers des dites sections, les secrétaires, et, à leur défaut, les présidents de toute association de bibliothèque, sont tenus de transmettre chaque année, dans le mois d'avril, au secrétaire-trésorier de ce Conseil un catalogue certifié de leurs bibliothèques respectives, avec un rapport sur l'état de ces dernières, et leur

on statutes relating to criminal law, the relation of criminal law in Canada to the criminal law of England. The lectures shall extend over two years.

ADMINISTRATIVE AND CONSTITUTIONAL LAW :—41.

These subjects include an inquiry into the different political institutions and the public institutions of the country, the powers, organization and procedure of the Federal Parliament and of the Local Legislature, the laws on Education and the Municipal Code.

ART. 55—Candidates for practice who hold a degree in law from a university or college in this Province, shall produce, with their notices, a certificate from the Principal or Rector of such university or college to the effect that they have followed a course of lectures on law in the same, during at least three years, in conformity with the by-laws of the Bar ; and such certificate shall further specify the number of public lectures at which they shall have attended on each subject mentioned in the foregoing programme, during each of the said three years, and during the three years combined.

ART. 56—The examiners shall not consider a university degree in law valid for the purposes of admission to the Bar, if they find that the candidate has not in fact followed the programme above.

SECTION XIII.

SECTIONS AND LIBRARY ASSOCIATIONS.

ART. 57—The secretaries of the sections of Arthabaska, Bedford, Ottawa and of any section to be formed hereafter, and in case of their failing to comply with this article, the bâtonniers of the said sections ; the secretaries, and, in their default, the presidents of any library association shall, every year, in the month of April, transmit to the secretary-treasurer of this Council, a duly certified catalogue of their respective libraries, with a report on their condition, the additions made thereto during the year,

accroissement durant l'année écoulée, l'endroit où sont tenus les livres des dites bibliothèques, et un état des sommes perçues, et de l'emploi qui en a été fait.

ART. 58—Le secrétaire-trésorier du Conseil Général donnera communication de ce rapport à l'assemblée du Conseil Général qui a lieu après les élections générales, ou fera rapport qu'il n'a pas reçu le rapport spécifié ci-dessus, ni aucun rapport.

ART. 59—Lorsqu'une telle section ou association de bibliothèque n'a pas fait ce rapport avant la dite assemblée, il sera du devoir du secrétaire-trésorier de se transporter au chef-lieu de la dite section ou association avant le 1er septembre suivant, pour constater par lui-même l'état de la bibliothèque et prendre communication des livres de recettes et dépenses de la dite section ou association.

Il devra en outre faire cette visite personnelle tous les trois ans, soit que les dits secrétaires aient fait leur rapport ou non.

Il fera rapport du tout à l'assemblée suivante de ce Conseil.

ART. 60—Il est du devoir de tous les officiers des dites sections ou associations de bibliothèques, d'aider le secrétaire-trésorier du Conseil Général dans ses recherches et de lui donner communication de tous livres et documents dont ils ont la garde et la possession.

Le refus de tels officiers de se conformer au présent article sera considéré dérogatoire à la discipline et à l'honneur du Barreau et passible de punition en conséquence.

ART. 61—Sur le rapport d'aucun des dits officiers, ce Conseil pourra, après avis donné à la section ou à l'association, dissoudre, par résolution, aucune des dites sections ou associations de bibliothèques, s'il est d'avis que les fonds sont insuffisants pour maintenir une bibliothèque, ou qu'il n'est pas fait un emploi convenable de ces fonds.

the place in which they are kept, together with a statement of monies received during the year and the uses to which they have been applied.

ART. 58—The secretary treasurer shall lay the said reports before the General Council at its first meeting after the election of office bearers by the sections, or shall report that he has not received them.

ART. 59—Whenever a section or a library association fails to send the above report in time for the meeting of the Council, the secretary-treasurer shall proceed to the *Chef-lieu* of the said section or association before the first of September following, to ascertain himself the state of its library and to inspect its books of account.

He shall moreover make the same visit of inspection every three years whether the secretaries have sent in their reports or not.

He shall report to the Council on his visits at the first meeting following them.

ART. 60—It shall be the duty of the officers of sections and of library associations to assist the secretary-treasurer of this Council during his inspections and to give him communication of the books and documents in their possession and custody.

The refusal of such officers to comply with this article shall be deemed a breach of discipline and an action derogatory to the honour of the Bar, and shall render them liable to be punished in consequence.

ART. 61—Upon a report of any of the said officers, this Council may, by a resolution, dissolve any section or library association, after due notice given, if it be of opinion that its funds are insufficient to maintain a library or that they are misapplied.

SECTION XIV

RAPPORTS JUDICIAIRES OFFICIELS.

ART. 62—Il sera publié, sous la direction du Conseil Général, des rapports judiciaires officiels des tribunaux de cette Province, par séries, savoir : une pour les décisions de la Cour du Banc du Roi et deux pour les décisions de la Cour Supérieure en première instance et en révision, et pour celles de la Cour de Circuit.

ART. 63—Le Conseil Général nomme les rapporteurs et les sténographes et fixe leur rémunération.

ART. 64—Le secrétaire-trésorier du Conseil Général surveille la publication et la distribution des Rapports et fait, sous le contrôle du conseil, tous les contrats s'y rapportant. Il reçoit les plaintes de non réception et s'en enquiert.

ART. 65—Pour assurer la publication de ces rapports, la contribution fixée à l'article 3539 des Statuts refondus de Québec, est augmentée d'une somme de sept piastres payable aux termes du dit article par tout avocat au trésorier de sa section, et par ce dernier au secrétaire-trésorier de ce Conseil.

ART. 66—Tous autres règlements et toutes résolutions du Conseil Général contraires aux présents règlements sont abrogés.



SECTION XIV.

OFFICIAL REPORTS.

ART. 62—There shall be published under the direction of the General Council, Official Judicial Reports of the Courts of this Province, by series, viz. : one for the decisions of the Court of King's Bench, and two for the decisions of the Superior Court in first instance and in Review, and for those of the Circuit Court.

ART. 63—The General Council appoints Reporters and stenographers, and fixes their remuneration.

ART. 64—The secretary-treasurer supervises the publication and distribution of the Reports, receives and investigates complaints of non reception and makes all contracts relating thereto under the control of the General Council.

ART. 65—To insure the publication of said reports, the subscription fixed by article 3539 R. S. Q., is increased by seven dollars and is payable in the manner prescribed in the said article by every advocate to the treasurer of his section and by the latter to the secretary-treasurer of the General Council.

ART. 66—All By-laws and resolutions of the General Council contrary to the present By-laws are repealed.



